

RECAMP et British Peace Support Team: une comparaison mars 2005

Les Grandes Lignes comparées du RECAMP et des BPST (Equipe de Soutien au Maintien de la Paix). RECAMP (Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix) est un concept français né en 1994, puis formulé et appliqué à partir de 1997 en direction de ceux des pays africains qui désirent progressivement assurer eux-mêmes la sécurité du continent, sous l'égide de l'ONU et en accord avec l'Union Africaine. Rivaux traditionnels des Français en Afrique, les Britanniques ont toutefois tardé à définir un équivalent du RECAMP. Les troupes britanniques de soutien au maintien de la paix doivent leur existence au projet « **African Conflict Prevention Pool** » (ACPP) qui a débuté en 2001 pour limiter les conflits en Afrique sub-Saharienne (un des buts du « Millenium Development Goals » selon le gouvernement Blair). Cette **initiative interministérielle** a été prise pour maximiser l'impact des programmes et des financements destinés à prévenir les conflits déjà entrepris à l'époque ; optimiser les programmes existant est d'autant plus pertinent que l'ACPP dispose de fonds « modestes » (pourtant à hauteur de £60m) selon les termes officiels. Cet aspect de la politique africaine du Royaume-Uni se veut autonome et efficace sur le long terme ; il sert aussi à conforter les organisations régionales africaines où des puissances anglophones dominant, alors que RECAMP bénéficie de l'assistance d'autres Etats occidentaux au point de vue diplomatique, militaire, financier ou matériel. Enfin l'ACPP se répartit en quatre zones d'objectifs centrées autour des foyers de crises et des traditionnels alliés britanniques (tandis que RECAMP n'exclut lui aucun partenaire potentiel) : à l'Ouest, Sierra Leone, Nigeria, Ghana ; à l'Est, le Soudan, l'Erythrée ; l'Ouganda, la Somalie et l'Ethiopie ; vers les Grands Lacs, la RDC et le Burundi ; enfin au Sud, l'Angola, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud. Afin de promouvoir l'ACPP, le **Royaume-Uni mobilise son statut sur la scène internationale** : membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, membre de l'UE et du G8, disposant de liens étroits qui l'unissent à certains pays africains (via le Commonwealth) et d'une position forte au sein des institutions internationales comme le FMI, la Banque Mondiale et les organisations humanitaires. Outre des activités en faveur du développement régional, il travaille sur le continent au contrôle des armes légères (1) afin d'en prévenir la prolifération et participe à des programmes de contrôle et de destruction des armes ; il collabore à la sauvegarde, à la gestion et à la surveillance de l'exploitation de ressources minérales et naturelles (2) dont la vente finance les conflits et ne bénéficie pas à la population ; il incite à des stratégies post-conflit (3) proche du modèle post-conflit sud-africain (justice, réconciliation, réintégration) ; enfin il va jusqu'à proposer à des pays proches de leur transmettre leur savoir-faire en terme de police afin de réduire les chances d'effondrement étatique ou d'autoritarisme policier. A l'inverse, même si RECAMP a vocation à s'intégrer dans une palette plus large d'instruments au service de l'Afrique (coopérations bilatérales, aide au développement, etc.), son **objectif prioritaire est la prévention des conflits** et la création d'une force d'interposition et de combat pour le maintien et le soutien de la paix (que l'ACPP pratique aussi grâce aux BPST). Les principes qui régissent le programme français sont : le multilatéralisme, l'ouverture à tous les pays africains volontaires sans discrimination, la transparence des contributions financières et la non-permanence des forces. L'ACPP (ainsi que son équivalent pour le reste du monde, appelé Global Pool) partage largement ces valeurs mais affirme aussi s'appuyer sur des « leçons retenues du passé » en matière de gestion des conflits : adopter une approche régionale et transnationale, agir au sein du concert international en recevant une « masse critique » de soutiens, évaluer en permanence l'efficacité des programmes (notamment pour les situations post-conflits) et des accords obtenus entre les partis des conflits, Quels sont les **résultats obtenus** par les BPST ? **La Formation** : En liaison avec l'ONU, le programme RECAMP prévoit de compléter la formation de personnel militaire, déjà aguerri, dans des savoir-faire relevant exclusivement du domaine du maintien de la paix. Quant aux BPST, ils ont pour objectif de former 17 000 soldats africains, issus en particulier des **pays anglophones puissants** (Ghana, Nigeria, Afrique du Sud). Les BPST sont présents au Kenya (partenariat avec une école militaire locale) avec l'intention de pacifier l'Est de l'Afrique jusqu'à la Corne ; de même au Ghana où les soldats venus apprendre dans cette autre école spéciale sont pour beaucoup étrangers (1400 personnes formées cette année, 2500 à pleine capacité).

La contribution britannique à ces écoles se monte à £2.5m (les autres contributeurs sont la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, et le Canada). Par ailleurs les soldats britanniques profitent de partenariats exceptionnels avec l'Afrique du Sud et le Nigeria pour former au sein de ces armées des corps de maintien de la paix. **L'Entraînement** : selon un cycle de 2 ans, il est conduit par RECAMP au sein des organisations sous-régionales africaines (la CEDEAO, la CEMAC, l'IGAD, et la SADC). Néanmoins la fréquence de ces cycles s'avère encore un peu trop basse pour être efficace ; au contraire les BPST ne travaillent pas par cycles d'entraînement mais par création d'écoles régionales de formation. Mais les Britanniques font donc face à l'inconvénient de ne pas pouvoir prolonger l'encadrement des soldats africains formés. **L'Équipement** : Dans le cadre de RECAMP, les opérations de maintien de la paix, mandatées par l'ONU et en accord avec l'UA, sont conduites par les bataillons africains qui bénéficient de matériel et d'équipement pré-positionnés en Afrique par la France et maintenus dans des dépôts sous contrôle français. A l'inverse les Britanniques se déploient moins et envoient peu d'aide « en nature » mais financent beaucoup **les missions africaines de paix**, notamment dans les pays anglophones : par exemple l'**African Mission in Burundi (AMIB)** : Avril 2003 : l'Union Africaine procède à sa première mission de maintien de la paix autonome. Le contingent fort de 2600 hommes comprend des troupes sud-africaines, éthiopiennes et mozambicaines. Aide Britannique : £2m (à l'Union Africaine pour l'AMIB) et £3.7m (au contingent mozambicain). La mission remplit son rôle (préparer l'arrivée des casques bleus) et l'« UN Operation in Burundi (ONUB) » complète l'AMIB en juin 2004. **ECOWAS Mission in Liberia (ECOMIL)** : Août 2003 : déploiement rapide de troupes de maintien de la paix de l'ECOWAS (Economic Community of West African States). Aide Britannique : £400,000. Deux mois plus tard, les troupes de l'ECOMIL intègrent les casques bleus au Libéria dans le cadre de l'UNMIL. **ECOWAS Mission in Côte d'Ivoire (ECOMICI)** : Janvier 2003 : les ECOMICI forces s'interposent en Côte d'Ivoire. Aide Britannique : £3m (au contingent ghanéen de l'ECOMICI) et £500,000 à l'ECOWAS dont les forces sont transférées à une opération des Nations Unies en avril 2004 (UNOCI). Enfin l'ACPP a aussi beaucoup financé les programmes des Nations-Unies au Sierra Leone et commence à le faire en RDC, au Nigeria et en Angola.

La collaboration franco-britannique

Le Royaume-Uni et la France déclarent s'efforcer de collaborer et d'échanger leur savoir sur une région, l'Afrique de l'Ouest, où les conflits sont interdépendants. Les Britanniques ont fourni 4 million de livres pour les "ECOWAS peacekeepers" de Côte d'Ivoire, ont soutenu les accords de Linas-Marcoussis et assisté la France dans le déploiement de casques bleus en Côte d'Ivoire. Au sein du G8 comme de l'Union européenne, les deux pays se sont retrouvés **alliés** pour promouvoir d'une part la création d'une **force de paix africaine**, d'autre part l'**Opération Artémis en RDC**.